

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 Carcassonne

Carcassonne, le 18 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18 février 2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENGIE-GREEN SIGEAN

le Triade II - Parc d'activités Millénaire II
215 rue Samuel Morse - CS 20756
34000 Montpellier

Références : UID11/66-C3-2026-120
Code AIOT : 0003702386

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 février 2026 dans l'établissement de la société ENGIE-GREEN SIGEAN implanté Lieu-dit Haute Garrique à Sigean (11130). L'inspection a été annoncée le 10 février 2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENGIE-GREEN SIGEAN- PE Corbières Maritimes
- Lieu-dit Haute Garrique 11130 Sigean
- Code AIOT : 0003702386
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de 10 aérogénérateurs d'une puissance totale de 30 MW) autorisées en janvier 2023 et en cours de construction.

Thèmes de l'inspection : Le respect de la réglementation, notamment l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2023 modifié et l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration des données techniques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Phase travaux	Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Phase travaux	Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Phase travaux	Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale	Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 1.4	Sans objet
3	Phase travaux	Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.1	Sans objet
6	Phase travaux	Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.4	Sans objet
8	Phase travaux	Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.5.2	Sans objet
9	Phase travaux	Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.5.3	Sans objet
10	Phase travaux	Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.5.4	Sans objet
11	Phase travaux	Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.5.5	Sans objet
12	Phase travaux	Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.5.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le parc éolien respecte la majorité des dispositions contrôlées mais l'exploitant doit transmettre quelques justificatifs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration des données techniques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, OREOL
Prescription contrôlée : Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
Constats : L'exploitant a déclaré les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison sur le site OREOL, toutefois il manque les dates relatives : <ul style="list-style-type: none">• au dépôt du dossier de demande d'autorisation (ou du PC),• à la délivrance de l'avis de l'autorité environnementale,• à l'arrêté d'autorisation ICPE.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit compléter la déclaration OREOL avec les dates manquantes et transmettre les justificatifs au service de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 1.4
Thème(s) : Autre, Information Chantier
Prescription contrôlée : L'exploitant informe le préfet de l'Aude, l'inspection des installations classées, la DGAC et la Sous-Direction Régionale de la Circulation Aérienne Militaire Sud (Division environnement aéronautique - Base aérienne 701 - 13661 Salon de Provence Air) du démarrage des travaux au moins 3 mois à l'avance. L'exploitant informe le préfet de l'Aude, l'inspection des installations classées, la DGAC, la Sous-Direction Régionale de la Circulation Aérienne Militaire Sud (Division environnement aéronautique - Base aérienne 701 - 13661 Salon de Provence Air), Météo France et le SDIS de la mise en service du parc éolien, en y incluant notamment les informations prévues aux articles 2.3 et 2.7.9 du présent arrêté. L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de début d'exploitation du parc éolien.
Constats :

L'exploitant a fourni les justificatifs : <ul style="list-style-type: none"> • de l'information de la DGAC faite le 16/07/2025, • de l'information de l'armée faite le 16/07/2025, • de l'information de la DREAL faite le 09/07/2025, • de l'information de la préfecture faite le 09/07/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.1
Thème(s) : Autre, Informations à réaliser
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors du démantèlement ou de la construction du parc éolien, le guichet de la DGAC devra être informé, par courrier électronique, de la date de levage des éoliennes, dans un délai de trois mois avant le début du levage, pour l'inclure dans les publications aéronautiques à caractère permanent. Par ailleurs, pour l'utilisation de moyens de levage, une déclaration sera formulée avec un préavis d'un mois auprès du guichet DGAC à l'adresse suivante : snia-ds-bordeaux-bd@aviation-civile.gouv.fr.</p> <p>L'exploitant informe également la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Sud de Salon-de-Provence Division environnement aéronautique - Base aérienne 701 ainsi que la direction de la sécurité de l'aviation civile Sud située à Blagnac (31) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnel du parc éolien (déclaration d'ouverture et de fin de chantier) ; • pour chacune des éoliennes : les positions géographiques exactes en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises). <p>L'exploitant informe par courrier le SDIS de la date d'ouverture du chantier, puis de la date de mise en service du parc éolien.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni les justificatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de l'information de la DGAC faite le 16/07/2025, • de l'information de l'armée faite le 16/07/2025, • de l'information du SDIS faite le 03/10/2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.2
Thème(s) : Autre, Périmètre chantier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le périmètre de réalisation des travaux de construction des nouvelles éoliennes du parc éolien de Corbières Maritimes, de maintenance lourde et de démantèlement des anciennes éoliennes des parcs éoliens de Port-la-Nouvelle et de Sigean, comprend : les pistes d'accès pour accéder au site ;</p>

<p>les zones de travaux pour le montage des éoliennes (les emprises nécessaires au stockage, à l'assemblage et au levage des éoliennes) ;</p> <p>les zones de stockage de la terre excavée ;</p> <p>les postes de livraison ;</p> <p>les zones de débroussaillage nécessaires autour des éoliennes ;</p> <p>le réseau électrique câblé enterré (reliant les éoliennes entre elles ainsi que ceux les reliant aux postes de livraison créé).</p> <p>Afin de réduire l'impact de l'emprise au sol du parc éolien, la superficie totale de ce périmètre des travaux, définie ci-dessus, doit être limité au strict nécessaire tel qu'il est évalué dans l'étude d'impact. Cette évaluation n'intègre pas la superficie de tous les chemins mais uniquement ceux créés ou élargis. L'évaluation précise et justifiée de cette superficie est transmise à l'inspection des installations classées lors de la transmission du planning des travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis l'évaluation précise et justifiée de la superficie des travaux de construction des nouvelles éoliennes à l'inspection des installations classées lors de la transmission du planning des travaux.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre l'évaluation précise et justifiée de la superficie des travaux de construction des nouvelles éoliennes à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Phase travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Période d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de préserver les espèces, les travaux de débroussaillage sont autorisés uniquement entre le 1er septembre et le 15 novembre.</p> <p>Afin de limiter les risques de perturbation des cycles biologiques de l'avifaune et en particulier de certains rapaces, tous les travaux liés à la construction et au démantèlement des éoliennes (décapage, terrassement...) sont interdits en phase de reproduction, soit du 1er avril au 31 juillet.</p> <p>Les travaux de finalisation des aménagements (livraison, montage des éoliennes, raccordement inter-éolienne, réalisation et destruction des fondations par exemple) peuvent être réalisés sans contrainte de calendrier, en intervenant strictement dans les emprises préalablement terrassées ou décapées et en continuité dans le temps des opérations de libération des emprises visées à l'alinéa ci-dessus. Si ces travaux ne pouvaient être réalisés dans ces conditions, l'exploitant doit faire valider les nouvelles périodes de travaux par l'inspection des installations classées après passage par un écologue afin de s'assurer que certaines espèces protégées n'ont pas recolonisé le site concerné.</p> <p>En cas de situation exceptionnelle, une modification de ces périodes pourra être demandée par l'exploitant sur justification d'un écologue et validation par l'inspection des installations classées.</p>

<p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la date de chantier deux mois avant son démarrage et le planning des travaux 15 jours avant cette date.</p> <p>Une copie de la déclaration d'ouverture des travaux est adressée préalablement à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le respect des périodes de travaux est suivi par l'écologue et tracé dans les comptes-rendus de visite de chantier.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis la copie de la déclaration d'ouverture de travaux à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre la copie de la déclaration d'ouverture de travaux à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Phase travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Mesures de préparation d'encadrement des travaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant utilise des documents de planification environnementale de travaux et son suivi de chantier : par exemple la notice de respect de l'environnement, le schéma d'organisation de la protection et du respect de l'environnement, le plan de respect de l'environnement ou plan d'assurance environnement ou autre documents équivalents.</p> <p>Ces documents doivent être élaborés à partir des enjeux et mesures relevées dans les études environnementales préalables au projet et spécifier notamment :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. le contexte environnemental du projet ; 2. la situation géographique de zones à risques ou à enjeux ; 3. les exigences du maître d'ouvrage et du projet auprès de ou des entreprises ; 4. l'organisation générale du chantier ; 5. les points critiques pour l'environnement du chantier, et les mesures attendues ; 6. l'ensemble des prescriptions réglementaires applicables au projet ; 7. les moyens de lutte contre la pollution ; 8. le schéma d'intervention et de moyens déployés en cas de pollution accidentelle ; 9. le plan de circulation des engins ; 10. la gestion et le suivi de l'élimination des déchets relatifs au chantier (élimination via les filières dédiées autorisées...), 11. les moyens de lutte contre les espèces envahissantes pendant et en fin de chantier par procédé non phytosanitaire ; 12. la sensibilisation, la formation, le contrôle interne, la remise en état du site avec la terre végétale récupérée...). <p>Ces documents doivent pouvoir être révisés au fur et à mesure de l'avancement des travaux, ceci</p>

afin de refléter la réalité de la conduite des travaux et d'adapter les bonnes pratiques environnementales aux questions techniques soulevées et aux éventuels nouveaux risques identifiés découlant de l'évolution du chantier.

L'accompagnement des différentes phases de chantier sera réalisé, aux frais de l'exploitant, par un écologue compétent ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article 3.3.1 du présent arrêté. Ce dernier est chargé notamment de coordonner le chantier sous l'angle environnemental (flore, faune, déchets, prévention des pollutions...) et de vérifier la mise en œuvre des prescriptions prévues par les documents de planification environnementale.

Ces documents pourront être transmis à l'inspection des installations classées sur simple demande.

Constats :

L'exploitant a fourni les documents suivants :

- le document intitulé plan général de coordination pour la protection de l'environnement (PGCE), réalisé par le bureau d'études ALTIFAUNE, répondant aux points 1, 2, 3, 5, 6 et 11,
- le livret d'accueil, répondant aux points 3, 4, 7, 8 et 12,
- le plan Santé & Sécurité (PSS), répondant aux points 4, 5, et 6,
- les plans masse du chantier répondant au point 9,
- un tableau reprenant l'ensemble des prescriptions réglementaires concernant la phase chantier et plus spécifiquement le démantèlement, répondant au point 6
- les Schémas d'Organisation et de Gestion de l'Élimination des Déchets de chantier (SOGED), répondant au point 10.

Il est à noter que :

- une sensibilisation aux enjeux environnementaux est réalisé par l'écologue aux sociétés travaillant sur le chantier,
- des bennes pour le tri des déchets étaient en place lors de la visite,
- l'exploitant a fourni l'ensemble des comptes-rendus de l'écologue, le bureau d'études ALTIFAUNE, regroupé dans le document intitulé Mission d'Accompagnement et de Suivi Ecologique de Chantier (MASEC), réalisé par le bureau d'études ALTIFAUNE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.5.1

Thème(s) : Autre, Phase construction

Prescription contrôlée :

Le balisage des zones à protéger dans l'emprise du chantier est effectué par un écologue durant toute la phase de chantier et durant les périodes de démontage en cas d'arrêt définitif ou partiel du parc afin de les identifier clairement. Il concerne notamment : les stations d'espèces protégées et patrimoniales repérées en amont, les zones humides proches des pistes, des plateformes et des tranchées.

Un écologue intervient pour baliser toutes les stations d'espèces protégées et patrimoniales repérées en amont notamment et notamment les zones humides proches des pistes, des plateformes et des tranchées afin de les identifier clairement. Des mesures spécifiques de préservation environnementale peuvent, à ce stade, être rajoutées dans les documents visés à l'article 2.3.4 du présent arrêté.

Une cartographie lisible des zones balisées doit être disponible sur demande de l'inspecteur des

installations classées pendant toute la durée du chantier ainsi que les zones prévues pour le stockage du matériel, le dépôt des matériaux, le poste de livraison et les plateformes de manutention. Les prestataires de travaux et les équipes de l'entreprise doivent être responsabilisés au strict respect de ce balisage qui doit être robuste (résistance au vent).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni :</p> <ul style="list-style-type: none"> le plan général de coordination pour la protection de l'environnement (PGCE), qui liste les enjeux à baliser, tous les comptes-rendus de l'écologue, le bureau d'étude ALTIFAUNE, regroupés dans le document intitulé Mission d'Accompagnement et de Suivi Ecologique de Chantier (MASEC), mentionnant le suivi de balisage <p>Le balisage des enjeux flore (station d'<i>Erodium foetidum</i>) et des pierriers est contrôlé par l'écologue lors de ses passages sur site et suivi dans comptes-rendus de l'écologue. Les prestataires ont été sensibilisés en début de chantier au respect du balisage par l'écologue. Lors de la visite, il a pu être constaté que le balisage était robuste (ruban pour clôture électrique). L'exploitant n'a pas pu fournir la carte des zones balisées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre la carte des zones balisées au service de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.5.2
Thème(s) : Autre, Circulation des engins
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires (balisage, sensibilisation, formation, contrôle...) pour s'assurer que les engins de travaux ne stationnent et ne circulent pas en dehors des voies ouvertes à la circulation et des zones spécialement aménagées (aires de levage...), afin d'éviter le tassement du sol et la destruction d'espèces protégées (notamment les amphibiens et reptiles). Les ornières et flaques d'eau seront comblées avant le début des travaux. Ce comblement n'est réalisé qu'après vérification de l'absence d'amphibiens. La vitesse de circulation des véhicules de chantier sur les pistes est limitée à 30 km/h afin de réduire le risque de collision, la production de poussière et la pollution sonore. Les dimensions minimales des pistes d'accès aux éoliennes et au chantier en général seront les suivantes :</p> <p>Tronçons droits : 5 - 6 m de largeur Pentes maximales des voies : 10 % selon l'axe longitudinal de la voie.</p>
Constats :

L'exploitant a fourni les justificatifs suivants :

- alinea 1 : le livret d'accueil rappelant notamment les règles de circulation, le plan de circulation et les comptes-rendus de l'écologue mentionnant le suivi du balisage des zones à enjeux,
- alinea 2 : les comptes-rendus de l'écologue mentionnant le suivi des ornières et flaques d'eau et la nécessité de les combler en l'absence de présence d'amphibiens,
- alinea 3 : le plan de circulation et livret d'accueil,
- alinea 4 : les plans masse du chantier.

La présence des panneaux de limitation a été constatée lors de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.5.3

Thème(s) : Autre, Déblais/remblais

Prescription contrôlée :

Le terrain naturel d'assiette du projet est conservé au plus près ou modelé afin de se raccorder harmonieusement au site d'accueil. Les talus seront ensuite laissés à la reconquête végétale naturelle pour éviter d'introduire des essences non adaptées voire invasives.

Les câbles électriques seront enterrés au droit des accès afin de réduire les surfaces de terres remaniées. Toutes les dispositions sont prises pour que les écoulements souterrains et superficiels soient maintenus, notamment lors de la mise en place des pistes et des accès, ou lors de l'enfouissement des lignes électriques (par exemple mise en place de buses sur les chenaux d'écoulement des eaux superficielles).

Les rémanents des coupes d'emprise des pistes d'accès et des aires de grutage seront broyés avant le début des travaux de terrassement afin d'éviter la formation d'andains.

Au cours du chantier, le décapage de la terre se fera de façon sélective en évitant le mélange avec les couches stériles sous-jacentes. Elle sera utilisée pour recouvrir les aires de levage, les fondations des éoliennes, les pistes d'accès, les tranchées de raccordement au réseau électrique. Pour toutes les surfaces décapées, la couche humifère sera conservée séparément en andains non compactés (stockés en tas de moins de 2 mètres de hauteur) pour une réutilisation en fin de travaux lors de la remise en état des terrains. Les éventuels volumes de terre végétale non réutilisés seront évacués vers un centre de stockage dûment autorisé.

Le terrassement des tranchées pour les liaisons électriques enterrées se fera selon les étapes suivantes :

décapage et mise en dépôt de la terre végétale,
remblayage et compactage des tranchées avec les matériaux extraits,
épandage sans bourrelet de la terre végétale,
évacuation des matériaux en excès.

Les zones de stockage de la terre excavée sont implantées dans le périmètre du chantier sur la base des recommandations de l'écologue cité à l'article 2.3.4 en charge de l'accompagnement des différentes phases de chantier. Si nécessaire, la réalisation des ensemencements, à partir d'espèces autochtones, sera effectuée.

Les apports de terres extérieures au site sont interdits sauf à démontrer l'absence de risques de propagation d'espèces envahissantes.

Le pied des éoliennes est recouvert d'une surface engravillonnée de couleur claire.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni les justificatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • alinea 1 : les plans de masse et comptes-rendus de l'écologie (le chantier étant en cours, les talus ne sont pas encore terminés), • alinea 2 : sans objet car le chantier en est à la phase de coulage des fondations (l'exploitant a indiqué qu'il était bien prévu d'enterrer les câbles), • alinea 3 : les comptes-rendus de l'écologie mentionnant le broyage des rémanents, • alinea 4 : les comptes-rendus de l'écologie mentionnant le suivi de la gestion des terres (à noter que toutes les terres sont réutilisées sur site), • alinea 5 : sans objet car le chantier est à l'étape des fondations, • alinea 6 : le document intitulé plan général de coordination pour la protection de l'environnement (PGCE), réalisé par le bureau d'études ALTIFAUNE, ainsi que l'ensemble des comptes-rendus de l'écologie, le bureau d'études ALTIFAUNE, regroupé dans le document intitulé Mission d'Accompagnement et de Suivi Ecologique de Chantier (MASEC), • alinea 7 : le chantier n'a nécessité aucun apport de terres extérieures, • alinea 8 : sans objet car le chantier en est à la phase de coulage des fondations.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Phase travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.5.4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Création des fondations des éoliennes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'éviter tout impact potentiel en phase chantier sur les eaux superficielles et souterraines (laitance de béton...) lié, notamment à la mise en œuvre de fondations plus profondes et/ou de travaux de renforcement non habituels des sols..., l'exploitant doit transmettre un porter à connaissance conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement si les conclusions de l'étude géotechnique réalisée pour créer les fondations des aérogénérateurs du parc éolien montre la nécessité de mettre en œuvre des fondations différentes de celles initialement prévues. Ce porter-à connaissance comprend à minima :</p> <p>l'impact sur la géologie,</p> <p>l'impact sur l'hydrogéologie et les eaux souterraines,</p> <p>l'impact sur la santé,</p> <p>le cas échéant, le respect de la conformité à l'arrêté préfectoral relatifs aux captages en alimentation en eau potable (AEP) potentiellement concernés.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le rapport n° A129608 /version A d'avril 2024, intitulé Renouvellement du parc éolien de Corbières Maritimes - Construction d'un parc de 10 machines - Missions d'ingénierie géotechnique G2 phase Avant-Projet, réalisé par ANTEAGROUP, • le rapport n° A136684/B du 31 octobre 2025, intitulé MISSION G2 PRO - CALCUL DES FONDATIONS - Eoliennes E1 à E10, réalisé par ANTEAGROUP.

L'exploitant a indiqué que le parc n'était pas au droit d'un périmètre de protection d'un captage d'alimentation en eau potable.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.5.5

Thème(s) : Autre, Moyens de lutte contre la pollution

Prescription contrôlée :

Des mesures de prévention sont prises pour réduire les risques de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines :

1. utilisation d'engins de chantier et de camions aux normes en vigueur et régulièrement entretenus ;
2. stationnement et opération de ravitaillement des véhicules et des engins de chantier réalisés sur une aire de rétention étanche fixe ou mobile. Le stockage des carburants et l'entretien des engins s'effectuera hors site. En cas de panne et de réparation sur site des engins, des mesures visant à garantir les mêmes niveaux de protection seront établies dans la mesure où les engins ne peuvent pas être évacués du chantier ;
3. mise à disposition de kits anti-pollution ;
4. pose de membrane pour les zones de nettoyage des toupies ;
5. entretien des véhicules réalisé sur une aire de rétention étanche installée sur le chantier ou en atelier à l'extérieur ;
6. stockage des produits potentiellement polluants sur rétention conformément à la réglementation ;
7. stockage des déchets de chantier potentiellement polluants sur rétention et évacuation dans des filières dûment autorisées ;
8. mise en forme de la chaussée, des voies d'accès réaménagées et créées, ainsi que des plates-formes, afin de présenter une faible pente opposée au sens d'écoulement naturel des eaux et de créer ainsi un léger merlon en point haut ;
9. interdiction durant les travaux de créer des tranchées dans les fondations de la plateforme permettant les écoulements de laitance de béton dans l'environnement proche ;
10. maintien des écoulements souterrains et superficiels, notamment lors de l'enfouissement des lignes électriques. Les mesures permettant d'éviter les émissions de matières en suspension dans les eaux de ruissellement seront prises ;
11. mise en place de mesures de protection particulières des ressources en eau en cas de traversée de cours d'eau pour la création du réseau électrique lié au parc ; création de fossés enherbés le long de la piste d'accès et du côté le plus bas de la voie créée ainsi que sur les plateformes ;
12. aménagement des fossés permettant un écoulement libre, sans contre-pente et sans zones de stagnation des eaux et en évitant les rejets vers les PPI ;
13. installation si nécessaire d'un ou des bassin(s) de décantation et de traitement des eaux au point bas de chaque côté du cours d'eau avant rejet dans le milieu naturel. Ces bassins supprimés en fin de chantier (remplissage de terre végétale ou autre remblai) permettront d'éviter le rejet dans le ruisseau de fines transportées par les camions.

Constats :

L'exploitant a mis en place les mesures de prévention, pour réduire les risques de pollution des eaux, notamment des eaux souterraines, suivantes :

1. L'exploitant a indiqué que tous les engins de chantier et les camions étaient aux normes en vigueur et faisait l'objet de contrôle régulier. Les visites de générales périodiques (VGP) ou le rapport de mise en route ou autre justificatifs des ont été fournis pour les engins de la société LAVOYE TP, prestataire sur le chantier.
2. Le stationnement et opération de ravitaillement des véhicules et des engins de chantier sont réalisés sur une aire principale de rétention étanche ou sur 3 aires secondaires réparties sur le chantier. Le stockage des carburants et l'entretien des engins s'effectue hors site. L'exploitant a indiqué qu'aucune réparation n'était faite sur site.
3. L'exploitant a indiqué que des kits anti-pollution sont présents dans chacun des véhicules ainsi qu'à la base vie.
4. La zone de nettoyage des toupies est équipée d'une membrane qui a été vue lors de la visite.
5. L'exploitant a indiqué qu'aucun entretien des véhicules n'était réalisé sur le chantier.
6. Aucun stockage des produits potentiellement polluants n'était actuellement présent sur site excepté le volume de carburant pour le groupe électrogène qui étaient dans un stockage en double peau conforme à la réglementation.
7. Aucun stockage des déchets de chantier potentiellement polluants n'est actuellement présent sur site mais des bennes étaient présentes pour les déchets non-dangereux.
8. L'exploitant a indiqué qu'aucune mise en forme n'a été nécessaire car le sol est très perméable.
9. Aucun tranchée n'a été constatée lors de la visite.
10. Le chantier étant en phase de coulage des fondations, ce point est pour l'instant sans objet.
11. Le chantier étant en phase de coulage des fondations, ce point est pour l'instant sans objet.
12. L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait aucun PPI à proximité du chantier et qu'ainsi aucun aménagement n'avait été nécessaire.
13. L'exploitant a indiqué qu'aucun bassin de décantation et de traitement des eaux n'avait été nécessaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/01/2023, article 2.3.5.6

Thème(s) : Autre, Suivi écologue

Prescription contrôlée :

Des écologues compétents (flore, faune terrestre, chiroptères, avifaune et suivi de chantier) et ayant obtenu une autorisation spécifique conformément à l'article 3.3.1 du présent arrêté sont mandatés par l'exploitant, pour assurer la bonne mise en œuvre des mesures décrites ci-dessous. Ils ont pour mission de vérifier la mise en œuvre des mesures visant à protéger l'environnement par les prestataires de travaux ou les équipes de l'exploitant.

Les coordonnées de ces écologues seront mises à disposition de l'inspection des installations classées, dès leur désignation par l'exploitant, ainsi que le calendrier de leur intervention sur le chantier

Les suivis par les intervenants en phase chantier sont les suivants :

un passage, 10 jours avant le démarrage des travaux, afin de baliser les zones sensibles (gîtes

potentiels, nids...) pour pouvoir informer et sensibiliser le personnel du chantier. Un rapport détaillant les observations et proposant des recommandations sera transmis à l'exploitant une semaine avant le démarrage des travaux et tenu à disposition de l'inspection des installations classées ;

une périodicité hebdomadaire durant les phases d'aménagement (travaux de débroussaillage, terrassement, génie civil) et de libération des emprises. Chaque passage fera l'objet d'un rapport de constat et de recommandations qui sera transmis à l'exploitant dans un délai maximum de trois jours après intervention et tenu à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de phase critique du chantier sur le plan environnemental, les écologues devront être présents sur toute la durée de cette phase.

Dans le cas où une espèce protégée et/ou patrimoniale était repérée alors qu'elle n'a pas été préalablement identifiée dans le dossier déposé ou si un problème sur l'environnement était soulevé lors de ces suivis, les intervenants informent immédiatement l'exploitant. Ce dernier transmet dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les solutions appropriées.

Un rapport de suivi de la réalisation de l'ensemble du chantier établi par les écologues est transmis à l'inspection des installations classées en fin de travaux. Ce document justifie la conformité des travaux aux documents de planification environnementale, à l'étude d'impacts (mesures proposées...), aux prescriptions du présent arrêté préfectoral et à la réglementation en vigueur pour les différentes étapes du chantier de construction ou de démantèlement du parc éolien.

Constats :

L'exploitant a missionné le bureau d'études ALTIFAUNE, compétent en écologie, pour suivre le chantier de démantèlement.

Les coordonnées ont été mises à disposition du service de l'inspection des installations classées en début de chantier.

Les suivis ont été réalisés conformément aux fréquences réglementaires et font l'objet d'un compte-rendu spécifique.

Le jour de la visite, l'écologue, qui suit le chantier, a indiqué qu'aucune espèce protégée ou patrimoniale n'avait été repérée.

Il a été rappelé qu'à l'issue du chantier, un rapport de suivi de la réalisation de l'ensemble du chantier doit être établi par les écologues et transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite